SÉMINAIRE

CONCERTATION
DÉCISION
ENVIRONNEMENT

Les acteurs ordinaires de la concertation en environnement écocitoyenneté et coproduction du changement

Séance 7 février 2013

Compte-rendu

SOMMAIRE

Introduction **4**

Laurent Mermet, président du conseil scientifique du programme Concertation Décision Environnement

Comment parler d'énergie aux citoyens ordinaires ? **4**

Roland Raymond, université de Savoie 4

Chantal Derkenne, ADEME 5

Florent Fenault, Agence Locale de l'Énergie et du Climat de l'Eure (Alec 27) 6

Débat 8

La coproduction de la propreté **14**

Christian Guinchard, LASA université de Franche-Comté 14

Isabelle Lardin, Mairie de Paris 17

Magali Ordas, Association des villes pour la propreté urbaine 18

Hervé Guillaume, Association des villes pour la propreté urbaine 19

Débat 21

Liste des inscrits au séminaire 7 ..... **26**

Ce document est le compte-rendu de la séance du 7 février 2013 du séminaire Concertation, Décision, Environnement. Il est constitué des notes et enregistrements pris en séance, de documents écrits remis par les intervenants et complété par une synthèse des débats. Il a été mis en forme par Cité+ à qui vous pouvez envoyer vos remarques et corrections éventuelles qui seront reportées sur le document final.

Envoyez à Cité+ vos remarques et corrections éventuelles [cde@cite-plus.fr].

INTRODUCTION

Laurent Mermet, président du conseil scientifique du programme Concertation Décision Environnement

Cette septième séance du séminaire permanent du programme CDE2 est consacrée à un thème atypique apparu très fortement dans le cadre de la deuxième vague du programme. En effet, les recherches sur la concertation ont longtemps été focalisées sur les différentes procédures de concertation associées aux projets d'aménagement (enquête publique, débat public, jurys de citoyens, etc.), procédures explicites où tout le monde savait clairement qu'il s'agissait de concertation. Aujourd'hui, nous allons engager la discussion avec deux équipes de recherche du programme qui, dès le départ, ont choisi une autre approche en évoquant *l'infra concertation*. Il s'agit de processus peu visibles, qui ne se présentent pas de manière explicite comme de la concertation, et qui mettent en jeu les relations entre habitants ou entre habitants et pouvoirs publics. Leurs échelles et types d'enjeux sont très différents de la concertation institutionnelle associée aux projets d'aménagements. Il est ici question de changer de regard, ou encore de changer de focale, en référence à la deuxième partie de notre séminaire basée sur le travail photographique.

Dans un premier temps, Roland Raymond présentera des résultats de sa recherche « Comment parler d'énergie aux citoyens ordinaires ? ». S'ensuivra une discussion avec Chantal Derkenne de l'Ademe et avec Florent Fenault de l'Agence locale de l'énergie et du climat de l'Eure. Dans un second temps, Christian Guinchard interviendra suite à la recherche qu'il a dirigée sur la perception de la propreté urbaine. Isabelle Lardin de la Mairie de Paris, ainsi que Magali Ordas et Hervé Guillaume, respectivement élue à Versailles, présidente et animateur de l'Association des villes pour la propreté urbaine (AVPU), apporteront aux débats leurs enseignements d'élue et de praticien.

Nous donnerons, comme d'habitude dans ce séminaire, le temps nécessaire aux échanges avec la salle.

COMMENT PARLER D'ÉNERGIE AUX CITOYENS ORDINAIRES ?

Roland Raymond, université de Savoie

Les résultats qui sont présentés ont partie liée avec la recherche conduite dans le cadre du programme CDE, qui s'intéresse aux logiques et aux processus au travers desquels les acteurs ordinaires sont amenés à mettre en pratique des projets d'action, des opérations de rénovation, visant une recomposition de leur consommation d'énergie. Des travaux de recherche antérieurs tendaient au même constat, à savoir que les acteurs ordinaires ne sont jamais présents dans les arènes publiques de concertation ou de sensibilisation, arènes où se retrouve surtout la société civile.

L'intéressante question : comment parler d'énergie aux citoyens ordinaires ?, nous entraîne dans les méandres des règles de la logique. En effet, trois phénomènes peuvent être observés : l'énergie reste largement un impensé pour le citoyen ordinaire ; les occurrences utilisées pour qualifier, mesurer, quantifier ce que peut être l'énergie en tant que matière (kilowatt/heures, mégajoules, tonnes équivalent pétrole, etc.) sont largement non opératoires pour lui, donc elles ne résolvent rien, et, enfin, les acteurs ordinaires sont d'ores et déjà concernés par l'énergie et autant que faire se peut de manière non dispendieuse. Ainsi, tout ce qui inscrit l'énergie dans des pratiques éco-citoyennes, ou de stricte consommation d'énergie ne peut faire sens de manière intrinsèque, au point de constater que les acteurs ordinaires ne peuvent être saisis en tant que sujets rationnels, sachant faire avec les discours politiques ou publics relatifs à l'énergie, et encore moins sachant y répondre.

Revenons au premier phénomène, l'impensé. Depuis plusieurs siècles, depuis celui des Lumières, l'énergie est un objet impensé par les acteurs éminents : bon nombre de penseurs et d'hommes de pouvoir ont longtemps réduit l'énergie au rang de matière, de *res nullius* (Diderot), pouvant être utilisée voire épuisée pour le développement de l'humanité. De même, les acteurs ordinaires se saisissent de l'énergie en tant que moyen, transparent s'il en est, au service d'une finalité, d'un projet, d'opérations qui débordent largement la stricte question de l'énergie. L'objectif est par exemple de rénover un bâti, y compris quand ce projet ouvre, chemin faisant, une perspective de réduire, d'optimiser les consommations d'énergie, ou d'utiliser de nouvelles ressources. Et il en est d'autant plus ainsi que cette action de rénovation va souvent répondre à d'autres injonctions qui relèvent d'autres logiques institutionnelles : celle de la famille, de l'économie domestique, de la scolarité voire de la profession. Ce n'est donc pas la question énergétique qui fait d'emblée sens, mais la rénovation elle-même, parfois d'ailleurs sur une seule partie du domicile, rendant inconcevable, sauf exception, l'idée que la question de l'énergie puisse être le motif principal de l'action engagée.

Un deuxième résultat porte sur la question des occurrences techniques censées informer. L'appréhension sociologique des caractéristiques géonomiques (tout ce qui permet de penser les interactions entre les activités humaines ordinaires et les ressources énergétiques) montre que les relations à l'énergie ne sont jamais spontanées ou immédiates. Ce qui retient tout d'abord l'attention des acteurs ordinaires s'exprime à travers des substantifs tels que : la chaleur du soleil ou d'une région, le froid de l'hiver ou d'une pièce, la lumière dans les pièces, l'ombre d'un arbre, l'humidité d'un cellier ou celle préjudiciable d'un sous-sol, l'eau d'un puits ou d'une source, etc. L'usage de ces substantifs révèle l'attention accordée à des *sources*, dont les acteurs apprécient la disponibilité et la disparition momentanée, y compris au regard des saisons. Quand ces *sources* font défaut, les acteurs ordinaires se tournent vers des *ressources*, soit littéralement : ce qu'on est contraint d'utiliser quand toutes les sources disponibles se tarissent, et en l'espèce des ressources énergétiques. Pour les acteurs ordinaires, à ce moment-là, il s'agit de se chauffer, s'éclairer, utiliser l'eau du robinet, autrement dit, de se constituer comme des sujets au sens grammatical du terme du verbe action.

Selon ce processus, nous pourrions donc rationnellement envisager que l'énergie prend tout son sens en tant que ressource devenue nécessaire lorsque les sources sont épuisées. Mais ceci est seulement en partie vrai car se chauffer avec un chauffage électrique fait sens, de même que les caractéristiques techniques

attenantes (réseau électrique, compteur jour/nuit, nécessité d'une ligne en deux carrés ou en deux et demi, système spécifique de fusibles), ou encore le coût et la facture attenante… Mais ce que représentent et signifient « pratiquement » les quantités d'énergie, de kilowatts/heures utilisés, ne fait pas sens.

Certes, l'électricité a une sémiologie publique liée à ce qui la caractérise du point de vue du pouvoir, de la structure des réseaux nationaux, voire de l'histoire de l'électricité en France, mais elle ne dispose pas d'une sémiologie processive comme celle qui peut être socialement opératoire par exemple pour le bois. Le bois est chargé de signes qui informent tout un processus humainement préhensible et significatif : des signes concernant sa pousse, sa taille, sa coupe, des signes concernant son stockage pour qu'il sèche, séchage que l'on peut mesurer à l'œil ou au toucher, en fonction des essences, etc., enfin des signes concernant son utilisation la plus judicieuse au moment de chauffer, selon les contingences de la situation. Pour schématiser, disons que bon nombre d'énergies relèvent d'une sorte de consommation de l'inaccessible, sans qu'il soit de fait question que les acteurs ordinaires accèdent à la matière.

Le troisième aspect concerne les pratiques d'éco-gestes, évoquées sans aucun problème avec les acteurs ordinaires qui se sont globalement et massivement appropriés ces injonctions largement publicisées. Le constat est fait d'une mise en pratique de ces éco-gestes dès lors que la majorité d'entre eux ne sont pas volontairement dispendieux, y compris pour des raisons de coûts financiers. En revanche, le fait que les contingences situationnelles et opératoires ne soient pas prises en compte par les logiques et modèles comportementaux que la puissance publique diffuse engendre une forme de distanciation vis-à-vis du fonctionnement des dispositifs publics de sensibilisation, de concertation, voire de conseil, mais aussi vis-à-vis des acteurs investis du rôle de porte-parole de la puissance publique (experts, administration élus, etc.).

En guise de conclusion, bien que l'énergie ne soit plus considérée par le pouvoir et par la puissance publique comme une simple matière que l'on peut tout naturellement utiliser voir épuiser, tant et aussi longtemps que les logiques politiques et technocratiques resteront dans une vision top down de la question énergétique - donc totalement exogènes aux situations concrètes au travers lesquelles les acteurs ordinaires sont en relation avec les problèmes et les dimensions énergétiques - , parler avec les acteurs ordinaires de l'énergie restera un vœu pieux. Notre travail montre qu'une forme de cohérence sociale, sémiologique – travailler sur les systèmes de signes et le langage - mais aussi opératoire doit être explorée et déterminée à partir des situations pratiques. Au cœur de celles-ci se télescopent objectivement – mais aussi peuvent se combiner– les rhétoriques actuelles de l'énergie, d'une part, les contingences opératoires, d'autre part, consubstantielles tant de l'utilisation de l'énergie que de son économie en situation d'action.

Chantal Derkenne, ADEME

L'Ademe, organisme situé entre la recherche et l'opérationnel, est très contente d'avoir soutenu la recherche de Roland Raymond, dans un contexte où il s'agit de réfléchir à cette injonction de changement de comportements qui frappe plusieurs secteurs de l'action publique, et surtout l'environnement depuis le début des années 2000. Or l'administration ne sait pas comment mener cette réflexion : informer peut suffire dans certains cas, mais des travaux approfondis montrent que c'est généralement insuffisant. Par exemple, Marc Mormont a observé que le public était obligé de se penser comme acteur d'une politique de déchets, engageant du même coup une attitude réflexive sur ses comportements. Changer de comportement pour un individu veut dire s'arrêter et réfléchir.

De notre côté, nous souhaitions appeler à une attitude réflexive sur nos façons de consommer au sens large. Cela nous intéressait du point de vue de l'action publique, car s'esquissait là un moyen d'aller plus loin que la réalisation de campagnes de communication. De fait, les chercheurs ont creusé ce qui faisait nos comportements énergétiques de tous les jours, les contraintes à résoudre, selon l'éducation reçue, le type de logement, etc. Ils ont extrêmement bien décrit tout ce qui amène à cet arbitrage et ils nous ont montré que, finalement, la situation concrète dans laquelle se trouvent les gens explique beaucoup mieux les choix qu'ils opèrent au plan énergétique.

Donc comment s'y prendre ? Les espaces info-énergie, sur le terrain, traitent de situations concrètes et ils ont déjà entamé des processus de mise en débat, ce lien de contact et de communication directe. La recherche de l'équipe de Roland Raymond va se poursuivre par une expérimentation, une recherche-action : il s'agira de mettre en application l'idée selon laquelle les gens doivent discuter avec d'autres pour obtenir cette attitude réflexive. Mais comme ils ne sont pas dans les débats et qu'une mise en relation est absolument nécessaire, il faut donc l'organiser d'une façon ou d'une autre. Cela va reposer sur les espaces info-énergie qui sont des structures cofinancées par des associations, des collectivités locales et l'Ademe, et qui sont là pour donner des conseils à ceux qui les demandent.

Florent Fenault, Agence locale de l'énergie et du climat de l'Eure (Alec 27)

Conseiller info-énergie, il rappelle que les espaces info-énergie (EIE) sont des structures chargées d'accompagner les citoyens dans leur projet, sachant que ce sont les citoyens qui viennent y chercher conseil.

Les EIE sont présents sur le terrain via des *animations territoriales*. Tout le territoire français est couvert par des EIE, mobilisant près de 500 conseillers, financés par l'ADEME et les collectivités locales. Trois volets d'action sont traités dans le domaine de l'énergie : les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique (isolation, changement de fenêtres…) et la sobriété énergétique.

Les énergies renouvelables sont depuis des années une thématique au sujet de laquelle les gens viennent très facilement aux EIE. Il en va de même pour l'efficacité énergétique : l'intérêt d'isoler ou l'idée que l'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas, sont des petites phrases qui reviennent régulièrement dans les discussions. En revanche, nous rencontrons des difficultés pour aborder ce qui concerne l'aspect comportemental, car cela apparaît comme intrusif et moralisateur. Jusqu'à présent, en tant que EIE, nous étions sur du conseil personnalisé sous forme de rendez-vous d'environ une heure pour détailler tous les aspects d'un projet, ses impacts techniques comme financiers. Nous avions également des stands de promotion dans les foires et les salons, des conférences thématiques et des expositions. Il s'agissait d'une approche relativement passive dans la mesure où c'étaient les citoyens qui venaient à nous, nous n'allions pas les chercher. Le problème était de passer à l'acte et d'avoir une appropriation du projet par les personnes.

Concrètement, nous sommes allés voir du côté des différentes théories de l'engagement ce qui était transposable sur le terrain. Ainsi, les actions présentées ci-dessous se sont construites progressivement et se sont imposées naturellement dans les différents EIE de France.

- Les balades thermiques : il s'agit d'aller dans un quartier thermographier les façades des bâtiments et de discuter avec leurs occupants des performances de ces bâtiments.
- Les réunions « *Tu perds watts* » organisées pour faire la chasse aux économies d'énergie dans des appartements témoins.
- Les conseils personnalisés de groupe avec des thématiques larges : « Comment rénover mon habitation ? », « Comment construire une maison performante ? ».
- Les expositions où le côté expérimental et attractif permet manipulations et apprentissages.
- Enfin de nouvelles actions sont développées dans les copropriétés : après sollicitation d'un copropriétaire, en utilisant les thermographies comme outil de sensibilisation, un petit groupe de réflexion est mis en place à l'échelle de la copropriété.

La difficulté est de dépasser l'action ponctuelle et d'inscrire cette réflexion dans la durée. Le *Défi Famille énergie positive* constitue un outil phare qui a permis d'accompagner dans la durée des familles qui ne sont pas forcément sensibles à ces thématiques. Une équipe est constituée autour d'objectifs communs, comme : économiser 8 % d'énergie. Elle se réunit ponctuellement pour échanger, s'approprier cette

thématique et donner, autour de grands événements, une cohésion territoriale à cette dynamique, ce qui est intéressant aussi pour les collectivités. Pendant cinq mois, nous les accompagnons et toute une série d'outils est mise à leur disposition : des outils de mesure, de suivi de la consommation via un site internet et des guides pratiques de conseils. Chaque territoire et animateur s'approprient cette boîte à outils. Cet exemple sur l'énergie est tout à fait transposable aux thèmes des déchets, des transports ou de la mobilité.

Plusieurs éléments ressortent du bilan de l'évaluation qualitative de la démarche. En priorité, les gens retiennent les moments conviviaux, et en effet beaucoup de choses sont passées par le jeu sur les mesures d'économie d'énergie. Les impacts financiers, climatiques, ainsi que la dimension de culture générale viennent ensuite. Dans une agglomération, pour un *Défi Famille à énergie positive*, environ 400 euros sont économisés par ménage.

Le *Défi* a permis d'accroître la popularité de l'EIE et a généré une communication importante via les médias mais aussi par le bouche-à-oreilles, sur une thématique en générale peu vendeuse. Concernant l'engagement citoyen, à l'issue de ces *défis*, des réseaux se sont mis en place et des gens ont intégré des conseils de développement durable. Des *acteurs ordinaires* deviennent sources de mobilisation d'autres citoyens, avec un effet boule de neige. Il y a interactions entre sphères sociale, professionnelle, publique et les gens vont plus facilement promouvoir leur comportement dans ces différentes sphères.

Suite au bilan de la première saison, les questions qui se posent aujourd'hui sont : comment garder l'engagement dans la durée ? Comment aller plus loin ? Comment aller chercher des gens qui ne seraient jamais venus ? Comment associer dans les défis un maximum de partenaires qui pourront jouer le rôle de relais ?

Un nouveau défi, *Éco conso*, a été lancé avec un objectif secondaire : favoriser la mobilisation citoyenne sur le territoire avec des thématiques du type « Chiche, cette semaine, vous allez chercher votre baguette de pain à pied » ou « Chiche, cette semaine, vous allez consommer vraiment local ».

Pour engager la discussion, certaines difficultés rencontrées peuvent être évoquées. Ces nouvelles manières d'animer et de voir les choses sur le terrain posent plusieurs questions, en particulier du point de vue des compétences et des métiers. Nous passons d'un métier de technicien à un métier où il faut rester pointu sur le plan technique, mais avoir aussi des compétences d'animation, ce qui constitue un défi en termes de formation. Comment transposer un rendez-vous individualisé en un accompagnement de groupe ? Faut-il garder ces rendez-vous individualisés ou amener progressivement les gens à se rencontrer autour de réunions thématiques ? Quel niveau d'avancement doit-on cibler pour les différentes approches proposées ? Va-t-on proposer une réunion de discussion à une personne prête à signer son devis, ou la prendre directement en réunion ?

Enfin un point de vigilance doit être évoqué : sur les territoires se multiplient différentes dynamiques autour des déchets, des transports, de l'eau,… la superposition de toutes ces démarches risque de brouiller les messages des institutions et des associations telles que l'Agence locale de l'énergie et du climat.

Débat

Jacques Méry, Irstea

Le discours de Roland Raymond n'est-il pas d'autant plus pertinent que le système énergétique est plus centralisé, par rapport à un système qui serait décentralisé, dans le sens de l'aspect concret de l'énergie ?

Roland Raymond

Peut-être, mais les politiques publiques énergétiques ne sont pas l'entrée de ce travail qui porte sur les situations quotidiennes, ordinaires. Ce qu'il est important de prendre en compte, c'est l'acteur ordinaire quand il a un projet. Il ne s'agit pas d'être populiste en mettant en avant des cultures, des savoir-faire qui seraient déjà là. Il s'avère que dans tout projet qui vise à réduire, à optimiser, à renouveler le type d'énergie, tout un ensemble de contingences apparaissent : des contingences techniques - comment fait-on concrètement ? – , des contingences familiales – Monsieur et Madame ne sont pas forcément d'accord, les enfants ont envie d'avoir une pièce éclairée comme ceci ou chauffée comme cela. Tout un ensemble de contingences rendent chaque situation particulière.

Dans un système à l'ancienne, avec des distributeurs électriques beaucoup plus délocalisés, les problèmes des acteurs ordinaires seraient-ils mieux résolus ? Cela n'est pas sûr et ce n'est pas son angle de recherche. La politique publique, les institutions rencontrées, les EIE, le ministère, l'Ademe font tous bien leur travail mais il peut y avoir débat : faut-il penser les choses autrement du point de vue des politiques publiques, des administrations ? A priori il n'existe pas de solution magique.

Chantal Derkenne

En outre, pendant toute une période, l'énergie n'était pas coûteuse, et nous sommes devenus culturellement des « enfants gâtés de l'énergie ». Dans d'autres pays, la culture énergétique est bien plus importante que chez nous. Néanmoins, depuis une dizaine d'années, les baromètres d'opinion montrent que la question énergétique prend de la place et que la culture énergétique se développe, il y a des effets de prise de conscience : par exemple il y a dix ans les gens ne voyaient pas l'intérêt d'isoler ni le rapport entre l'isolation et la consommation.

Pierre Legris, Abaétê Conseil

Quelle était la méthodologie utilisée ? Comment avez-vous opéré, pratiquiez-vous des interviews auprès des familles ?

Roland Raymond

La méthode est un peu particulière : sur la base d'immersion de situation, il s'agit de travailler avec les gens, en utilisant une méthode appelée « abductive ». Le principe est qu'il n'y a pas de théorie permettant de résoudre les situations-problèmes dans lesquelles se trouvent les gens. Tout un ensemble de déterminants théoriques peut être mobilisé pour dire que s'ils n'y arrivent pas, c'est qu'ils sont idiots, ou mal éduqués. Ici l'idée de départ est qu'aucun fondement ne permet d'expliquer pourquoi les gens ne viennent pas dans les réunions publiques, et surtout pourquoi ils ne trouvent pas de solutions immédiates pour faire les choses. Pour le citoyen ordinaire, même quand il achète une voiture, de nombreuses contingences entrent en jeu. L'abduction signifie qu'ils vont être amenés à s'exprimer, à raconter ; les chercheurs vont chez les gens qui leur racontent leur projet.

À partir de là sont développées des conjectures – qui ne sont même pas des hypothèses – et une photographie narrative de ce qui a été compris est donnée sous forme de tableau. Ensuite se tient la deuxième phase de « méta-abduction », une phase de co-réflexion avec les acteurs ordinaires. Ce n'est jamais avec une seule personne, car souvent Madame reçoit, puis Monsieur arrive, puis il y a les enfants qui s'y mettent, puis il y a le cousin qui passe, etc., il peut donc y avoir beaucoup de monde autour d'une seule situation. Dans tous les cas il y a ce qu'on appelle des « ratiocinations », c'est-à-dire des actes de

pensée : le chercheur leur soumet des éléments auxquels ils réagissent « ah ben oui, ça on y avait pensé, ça on n'y avait pas pensé », « ça je suis pas d'accord… », « moi je verrais pas les choses comme ça », « je dirais que », « j'allais dire », « ça me fait penser », « je dirais en complément que », etc.

Ainsi, la situation se reconfigure plusieurs fois, d'autres éléments peuvent entrer en jeu. Au bout du compte apparaît ce que j'appelle une forme de cohérence sociale, un niveau de cohérence entre les points de vue de chaque partie, ce qui ne veut pas dire confusion, absence de conflits, de négociations, car le niveau de cohérence sociale doit permettre à chacun de tenir ses positions tout en étant en accord avec d'autres sur les éléments qui font sens, à un moment donné, dans une situation donnée. C'est un travail de partenariat assez compliqué à mettre en place car cela repose essentiellement sur une relation de confiance.

Notre démarche prend toujours un certain temps, sans partir d'un échantillon-cible, sans question de représentativité. Toute situation est représentative, toute situation est singulière en ce sens qu'elle est commune à toute une série de situations. Je peux fonctionner par réseau ou bien, comme sur le PNR de la Narbonnaise, en passant beaucoup de temps au café, à entendre des discussions, à m'y mêler petit à petit puis en demandant : « ça vous intéresse de rentrer dans une démarche de discussion telle que vous l'évoquez ? ». Ce n'est pas académique, il n'y a pas d'entretiens classiques de départ. Du quantitatif peut être envisagé à partir de cette méthode, mais du quantitatif systémique : voir comment une intrication fait quantitativement système entre des situations qui, tout en étant singulières, sont communes du point de vue des contingences qu'elles mobilisent. Une contingence n'est pas une contrainte, mais, littéralement, ce qui peut arriver ou pas, et cela petit à petit va se cristalliser et prendre de l'importance.

Nadège Didier, RE-sources

En fait il existe plusieurs échelles : l'échelle des politiques publiques et l'échelle du particulier. L'idée de départ était de réussir à mettre en relation ces acteurs ordinaires, diffus d'une certaine manière, pour s'engager vers quelque chose qui serait un bien partagé, collectif. A été évoquée, à travers l'action des points infos-énergie, l'action à l'attention des particuliers. Comment voir, à travers cela, la manière dont se passent les arbitrages ? Pour les énergies comme pour la mobilité, comment trouver ces moments, ces espaces pour passer entre les deux, ces injonctions, ces comportements individuels ? Quel est le collectif là-dedans et à partir de quel moment des choses peuvent-elles être partagées ? Est-on sur l'accumulation de comportements individuels allant dans le bon sens, y a-t-il un espace collectif possible ?

Florent Fenault

Tout dépend de l'animation sur le terrain. Par exemple, une animation où la discussion porte sur l'isolation dans le cadre d'une thermographie ne relève pas du collectif mais de l'individuel. Dans le cas du *Défi Famille énergie positive*, inscrit dans la durée avec des gens qui se revoient régulièrement, il y a un effet de groupe, l'esprit collectif se crée. Il y a action parce que le groupe le fait, mais éventuellement des projets vont être montés ensemble au sein du groupe : une association s'est créée, certains ont intégré le conseil de développement durable, etc. Des gens ont pris conscience que leur territoire ne se restreint pas à leur commune mais qu'il y a aussi des dynamiques territoriales ; alors, ils ont envie de prendre un peu de hauteur et de voir comment tout cela s'organise.

Laurent Mermet

Ce qui est frappant dans tout ce qui a été exposé jusqu'ici, ce sont les « autres champs de la concertation », différents des démarches habituelles où il s'agit de fabriquer de la volonté collective. Là, il s'agit de ranimer ou d'alimenter de la réflexion individuelle, davantage dans un esprit de socialisation de la réflexion que dans quelque chose de collectif.

Florent Fenault

Dans le système *Défi Famille énergie positive*, le pilier ce sont les leaders. Dans chaque équipe, cet « effet groupe » est créé en nommant des capitaines qui prennent des responsabilités, qui vont motiver et lancer la dynamique.

Chantal Derkenne

Il faut souligner qu'il existe un consensus sur la finalité de l'action : consommer moins d'énergie ? Il n'y a pas de dimension politique ou de discussion pour décider de la direction mais la question est : comment y parvenir ? Comment mettre cela en musique concrètement ?

Céline Braillon, CGDD

Cela interroge la capacité d'interpellation sur le dysfonctionnement dans le système car ces démarches sont très *top-down*, avec des normes et des systèmes mal adaptés aux évolutions. Comment, à un moment donné, peut-il y avoir ouverture d'un espace d'interpellation de la chaîne de tout ce qui dysfonctionne dans le système ? Que va faire le capitaine dans le conseil de développement durable ? Le conseil est un espace qui se décale par rapport à cette pratique, posant les questions là où il faut par rapport à l'organisation et à la gouvernance générale d'ensemble. N'est-ce pas utile étant donné que les comportements individuels, aussi sympathiques soient-ils, bloquent à un moment donné ? Quelle est la marge de liberté pour une réelle coproduction?

Florent Fenault

Au regard de la diversité des démarches possibles sur le champ environnemental (déchets, transports…), il faudra avoir un travail partenarial pour obtenir une vraie démarche continue. Peut-être faut-il envisager un parcours environnemental qui permette de passer d'un thème à l'autre. Pour ce qui est du système évoqué par Céline Braillon, notre démarche est de dire: quelles sont les questions qui se posent et les solutions à apporter ? La solution n'est pas toujours idéale, mais il y a toujours une petite solution à la marge et ce sont les gens, en discutant entre eux, qui arrivent collectivement à cette réponse. Les personnes investies dans le conseil de développement durable (CDD) avaient envie de dire « j'agis à mon niveau » et de s'impliquer sur la thématique énergie parce qu'elles y ont été sensibilisées. Il faut toutefois préciser que leur implication se faisait au sein du groupe climat énergie du CDD, et pas dans tout le CDD ; le fonctionnement demeure assez cloisonné.

Roland Raymond

La démarche cherche à sortir des approches collectif/particuliers et de la multiplication à l'infini des dispositifs qui seraient dédiés à ceci ou à cela. Du côté du collectif, du côté de l'action publique, des injonctions découlent de rhétoriques qui ne sont souvent pas nationales mais méta-nationales, européennes, mondiales, etc. Des institutions, des acteurs publics se glissent dans ces moules et chacun en a sa traduction, tente le meilleur mode d'information ou de communication : éco-geste, éco-citoyenneté, éco-déchets, etc. Chacun décline quelque chose, mais le collectif ne peut pas être décrié. En face, le particulier n'existe que du point de vue du marché : des études de terrain portent sur « qui consomme quoi ? », « qui fait quoi ? » etc., et une espèce de fonction théorique qui est le particulier se crée. Mais le particulier, cela n'existe pas.

L'autre approche consiste à arrêter de démultiplier les dispositifs, à raisonner autrement, en partant de situations concrètes, opératoires : quelqu'un se retrouve dans une situation qu'il ne maîtrise pas forcément, pour *x* raisons - il faut qu'il agrandisse, il faut qu'il change de consommation, etc. Il n'y a pas de solution idéale car il peut y avoir de nombreuses dimensions contradictoires. L'idée, au lieu d'avoir un spécialiste de ceci et de cela, est de susciter la réflexion et l'expertise de chacun, en faisant de la recherche et de l'expérimentation. Le jour où le ministère comprendra qu'il est autorisé à faire autrement que de

monter des dispositifs, peut-être qu'on avancera. Mais il y a un problème de légitimation et, bien souvent, il est plus simple de monter un dispositif.

Sihame Hini, doctorante, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Y a-t-il une étude prenant en compte les caractéristiques socio-économiques des individus en lien avec leurs situations, par exemple vieux ou jeune, aisé ou pauvre ? N'y aurait-il pas une différence entre un ménage modeste plus préoccupé de s'alimenter que d'isoler son logement… Et quid de l'éco-citoyen ?

Roland Raymond

Là vous voulez faire fonctionner les déterminants. En situation, les problèmes peuvent être de profondeur variable, mais un vieux et un jeune qui veulent faire la cuisine sont confrontés aux mêmes difficultés. C'est un débat théorique, il y a une espèce de positivisme qui dit « déterminons les déterminants ».

Demeure néanmoins un petit problème : l'éco-citoyenneté est une construction théorique qui marche sur la tête, constitutionnellement elle n'existe pas. Citoyen et éco c'est contradictoire ; comment trouver un éco-citoyen dans la rue ? C'est une étiquette collée, une catégorie. En revanche, d'un point de vue géonomique, il est intéressant d'analyser comment est vécue et déclinée l'interaction entre ses propres activités humaines et l'environnement, et d'essayer de mesurer comment le citoyen arrive à s'y retrouver dans une interaction avec un certain nombre d'éléments éco.

Éco-citoyen est typiquement un mot valise du ministère créé à un moment donné, de même que les éco-gestes, des gestes humains dans une interaction avec des éléments écologiques. Mais n'allons pas chercher les bons, les mauvais éco-citoyens, les gens de même âge, de même sexe… et n'allons pas, même si cela est faisable, élaborer une grille parfaite de tous les types d'éco-citoyens possibles, délinquants ou pas, super puissants ou pas… même si cela permettrait de les cibler, puis d'enfermer les plus mauvais tandis que les meilleurs obtiendraient des subventions.

Laurent Mermet

Il y a un implicite dans le débat qui est que les pouvoirs publics pourraient être alignés en logique et en pratique sans rupture de continuité avec la vie des particuliers ; cela est très problématique d'un point de vue intellectuel tout autant que normatif. Rien n'est plus intrusif que l'idée des pouvoirs publics s'intéressant à nos contingences d'un peu trop près. L'action publique fondée sur l'animation, où le citoyen ordinaire est quasiment poursuivi, est très différente de l'action publique qui pose des cadres comme par exemple dans le domaine fiscal.

Pierre Aubry

Qu'est-ce donc qu'un citoyen ordinaire ?

Roland Raymond

Le citoyen est une catégorie politique et pas forcément sociologique ; « citoyen ordinaire » ne veut rien dire. L'acteur ordinaire est défini par opposition à l'acteur éminent qui a une responsabilité, une position de décision au regard d'un projet. La base de la recherche est plus les situations humaines que les gens : comment une humanité est-elle en travail ou en perspective dans les situations ? L'acteur est dans une position intransitive, il ne peut pas se constituer d'emblée comme sujet de l'action ; à la limite il n'y a même pas d'acteurs.

Christian Guinchard, Université de Franche-Comté

Il semble que ce qui nous est décrit est plus qu'un processus de socialisation, c'est un processus d'assujettissement, de construction des sujets. Il s'agit bien de construire une disposition, même si ce n'est que ponctuel et cela constitue des sujets. Alors il n'y a pas d'éco-citoyen, mais une construction des individus dans de nouvelles formes de comportementalités qui se construisent. Quelque chose va se jouer

dans ces dispositifs, car ce sont des dispositifs où des gens sont payés, c'est quelque chose qui est construit et qui construit les gens.

Florent Fenault

Il y a vraiment cette logique pyramidale mais qui est plutôt une logique d'animation. Ce n'est pas le rôle du capitaine d'être un petit chef…

Roland Raymond

La dimension réflexive est vraiment intéressante ; la réflexivité ne peut jamais être déterminante, ni déterministe. Il ne s'agit pas d'inventer de nouveaux mécanismes ou de nouveaux réflexes, mais la situation amène toute personne à être réflexive. Par ailleurs, c'est une chance de pouvoir développer une recherche expérimentale sans se poser la question de sa traduction ou pas en termes de dispositifs. Ce travail n'implique pas de mise en place de dispositifs, mais, en effet, une des dérives possibles est la mise en place de dispositifs autour de savoirs d'experts de situations. Pour rester cohérents avec notre démarche, il faut supprimer les dispositifs, ne pas avoir de dispositif spécifique. Sur la Narbonnaise, il y a le PNR, mais aussi les communes, l'intercommunalité,… et tout le monde y va de son petit dispositif.

Cécile Blatrix, AgroParisTech/CESSP

Pour revenir à la question de Sihame Hini, si l'objectif est de faire évoluer des comportements, comment ne pas s'intéresser au caractère socialement construit de ces comportements ? Pourquoi cette approche centrée sur les situations concrètes serait-elle incompatible avec la prise en compte du fait que les comportements sont socialement, économiquement situés ? Il existe un phénomène de cumul d'inégalités, économiques, sociales, écologiques, de participation politique…, et si l'enjeu est d'agir sur les comportements, ne pas prendre en compte leurs caractères socialement situés semble aberrant.

Roland Raymond

Il ne s'agit pas de changer les comportements mais de partir de situations, et les situations sont presque « antihumaines » : changer toutes les ampoules dans une maison est une situation où il n'y a pas l'Homme. Si l'on évoque les déterminants, alors le déterminant constitue d'emblée le sujet et c'est un débat inépuisable, presque métaphysique.

Geneviève Besse, CGDD/DiDD

Concernant les questions de précarité énergétique ou même de vulnérabilité énergétique, de nombreuses choses ont été expérimentées, par exemple le « aller vers » les populations démunies. Les associations, qui ne sont pas constituées de citoyens profanes, « ordinaires », mais qui représentent néanmoins la société civile, peuvent jouer un rôle dans la socialisation des populations éloignées des préoccupations de développement durable, et ensuite les amener peut-être un jour à participer. Roland Raymond a-t-il eu l'occasion d'analyser ce phénomène, par exemple le service civique des médiateurs qui a eu un certain succès sur ce type de populations éloignées du développement durable ? Il s'agit d'un mode de participation indirecte.

Roland Raymond

Nos travaux amènent au même constat que toutes les synthèses portant sur le sujet dans le cadre des premières journées internationales de sociologie de l'énergie : c'est « étanche », les associations ont la même difficulté que nous, à savoir qu'il n'y a pas de relais. Cela a été constaté à Chambéry également. Même les *Familles à énergies positives* qui se sont développées ont eu ce problème car l'objectif n'est pas forcément de rentrer dans une association. Il faut bien voir que les gens passent, c'est d'abord la situation qui peut les amener.

La sociologie de l'énergie, troisième thématique phare, s'apparente à du collage : les mêmes histoires sont recyclées, des modes de pensée qui fonctionnent ailleurs sont transplantés, notamment du social à l'éco.

Céline Braillon

Mais justement les approches, les méthodes des travailleurs sociaux ne marchent pas pour le développement durable ; leur pratique est réinterrogée par rapport à cela, les lignes de la technostructure bougent. Le forum pour l'insertion de Lille travaille avec les populations RSA précarisées, ils ont travaillé avec des travailleurs sociaux et au même niveau. Constater qu'ensemble on est partie prenante d'une transformation nécessaire, se demander à partir de là comment recréer du sens, cela interpelle à la fois les gens du champ environnement et les gens du social sur leur position en surplomb, de « sachant ». D'où ma question précédente : comment ont bougé les lignes de la technostructure tout autour ?

Roland Raymond

Dès qu'il s'agit de changer les lignes et les catégories de pensée, il y a des réticences du côté de la recherche comme ailleurs. Il y a « re-moulinage » des mêmes arrière-plans philosophiques.

Sihame Hini

Quel était le but au départ ? Si ce n'est pas de faire changer les comportements, quel était-il ?

Roland Raymond

Nous nous intéressons au mouvement, pas au changement, il s'agit plutôt de partir de l'idée de continuité. Il y a des agencements et ré-agencements déterminés par les profils des personnes, alors comment arriver à déterminer ces mouvements ? En partant finalement des situations de vie qui les génèrent. Par exemple, lors de mes travaux sur les Restos du cœur, j'ai, à un moment, arrêté de chercher à catégoriser les gens, pour tenter plutôt de comprendre les situations qui les amènent là. Ma démarche participe d'un réagencement permanent des manières d'être et de faire ; ce n'est absolument pas le modèle cartésien.

Sihame Hini

Est-ce que la vieillesse n'est pas une situation ?

Roland Raymond

La vieillesse est un état : on vieillit tout le temps ! Il n'y a pas un jour où l'on est jeune, et un jour où l'on devient vieux. Ce sont vraiment des catégories, alors que dans l'idée de mouvement le vieillissement est permanent et sans fin. La question porte sur le mouvement de vie, le mouvement du vivant, mais n'étant ni religieux ni philosophe, il faut essayer d'appréhender scientifiquement parlant ce mouvement. Le mouvement n'est pas le changement ! Mais du point de vue des acteurs publics, l'enjeu politique, institutionnel, c'est de changer.

LA COPRODUCTION DE LA PROPRETÉ

Christian Guinchard, LASA université de Franche-Comté

Cette recherche vise à mettre à jour, afin de tenter de les surmonter, les obstacles que rencontre la coproduction de la propreté des rues. Quand sont évoqués les acteurs ordinaires, le retour au banal, au quotidien, ne semble pas bien palpitant. Sans doute, mais il s'agit aussi de rôles sociaux que nous convoquons : passants, habitants, commerçants… Ces rôles renvoient à des scènes dans lesquelles ils agissent et réagissent face à des personnes et des non humains, avec lesquels ils s'ajustent ou s'opposent, se concertent ou se brouillent.

Partant sur cette base, les choses sont alors sans doute plus intéressantes car le quotidien devient une suite de petits drames où se joue une part importante - et non ténue ! - de ces « questions de société » qu'on aurait tort de n'appréhender qu'à partir de principes généraux « désingularisés » ou de situations fortement visibilisées. Il importe de faire remarquer ici que cette négociation politique du quotidien s'effectue essentiellement dans les pratiques les plus banales, et souvent même dans des histoires sans paroles.

Cette perspective implique une méthodologie particulière et nous avons choisi de penser par cas, d'assumer une perspective monographique et ethnographique, ce qui suppose un travail fondé sur l'observation. Il s'agissait cependant d'une observation en quelque sorte cadrée - ou appareillée comme dirait Bachelard – car nous nous sommes appuyés sur l'utilisation systématique de la photographie. C'était un véritable pari heuristique et nous remercions les responsables du programme de nous avoir fait confiance en nous laissant démonter à notre convenance cet objet faussement évident de notre environnement quotidien qu'est l'état de propreté des rues.

Nous n'avons pas du tout travaillé en cherchant une comparaison termes à termes entre les quatre sites d'enquête en partant d'équivalences (toutes choses étant égales par ailleurs comme diraient les économistes), mais, au contraire, nous avons utilisé les différences - et même les contrastes - comme moyen de mettre en pleine lumière des singularités.

La photographie nous a permis de créer de l'interlocution en confiant des appareils à des « informateurs » chargés de nous faire voir ce qu'ils souhaitaient nous montrer de la question. Nous avons présenté à chacun la photographie comme moyen d'exprimer « la réalité des choses ». Nous avons pris de la distance avec ce réalisme spontané et nous nous sommes efforcés de ne pas sur-visibiliser la saleté en nous astreignant à un protocole nous obligeant à faire des photos dans les mêmes lieux à des heures variées. Enfin, nous avons utilisé les photographies comme un moyen de faire parler les gens, pendant que nous étions en train de photographier autant qu'en présentant des photos aux commentaires de différentes personnes.

Les résultats vont être présentés en plusieurs points, de manière très schématique, donc en forçant terriblement le trait.

Le premier point porte sur la caractéristique anthropologique de la question de la propreté des rues ou la dimension morale de la saleté. Il n'y a pas de salissure sans salisseur responsable, alors prendre une photo d'un déchet revient à faire un portrait moral indirect qui accuse quelqu'un, voire qui presque « défigure » quelqu'un. Habitants, passants, agents des services de nettoyage se désignent tour à tour comme négligents, paresseux, incompétents… et nous n'avions pas prévu cette violence.

Photographier la saleté consistait non seulement à appeler ceux qui nous voyaient la viser à en prendre conscience eux-mêmes, mais aussi les interpeller et les sommer de s'expliquer. Ce qu'ils n'ont pas manqué de faire.

Comme l'avait bien remarqué Mary Douglas, la souillure est une sorte d'attentat cosmique, dans la mesure où elle contamine tout ce qui l'entoure et met en question l'ordre du monde. Mais tout se passe comme si

ce risque de chaos était provoqué par quelqu'un qui doit en assumer la responsabilité, qui doit être puni et empêché de nuire. Un bouc émissaire – choisi dans les populations les plus précaires, les étrangers… - semble nécessaire.

Parallèlement, l'enquête nous a donné à voir une étrange attention. En effet, le deuxième résultat remarquable est que les déchets sont moins jetés ou abandonnés que déposés. En témoignent :

- les innombrables photographies montrant des déchets déposés sur des éléments de mobilier urbain, dans des bacs à végétaux…, de manière à atténuer la manière dont ils pourraient polluer visuellement un espace commun, et non n'importe où sur le sol.

- les cercles concentriques de déchets autour des poubelles et des bennes débordées, comme si les gens les laissaient en vue d'une prise en charge par des personnes habilitées à le faire. Il y a là comme une attente déçue à laquelle il convient de donner tout son sens.

Cela a induit un changement de système explicatif. Le travail de terrain nous a amenés à modifier une perspective sans doute trop spontanément rationaliste et techniciste de la concertation nécessaire à la coproduction de la propreté des rues. Ignorant la violence de la question au moment de la rédaction de notre projet, nous avions échafaudé des hypothèses concernant la mise en place de communautés d'enquêteurs capables d'explorer collectivement le sens des difficultés, afin de résoudre le trouble causé par la saleté.

Notre « engagement ethnographique » nous a amenés à considérer les choses autrement et à repartir de manière extrêmement concrète de ce que peuvent représenter les poubelles débordantes entourées d'un halo de déchets si elles sont pensées en termes de conversation de gestes. Cette notion, empruntée à George Herbert Mead, tente de décrire un mécanisme continu d'ajustements réciproques entre des partenaires engagés dans une action coordonnée. Ainsi, le geste consistant à installer une poubelle publique au coin d'une rue appelle, comme réponse, celui des passants et des habitants y déposant des déchets au lieu de les laisser joncher l'espace commun. Le sens d'un geste n'est rien d'autre que la réponse qu'il déclenche. Dès lors, la poubelle ne prend véritablement sens que lorsque des personnes y déposent leurs déchets.

La totalité des réponses qui s'ajustent progressivement dans une conversation de gestes produit un acte social. Ainsi, la manière dont s'ajustent progressivement les gestes des passants et ceux des professionnels des services, par exemple dans la constitution d'un rythme de ramassage et de dépôt, constitue un acte. Les différents acteurs s'engagent dans la conversation de gestes avec des prérequis différents ; ils veulent actualiser des dispositions qu'ils possèdent. Par exemple, les services de nettoyage mobilisent des équipes où sont généralement regroupés : un employé qui balaye le trottoir à la main, une balayeuse mécanique qui passe au milieu de la rue, un employé qui pousse les déchets du caniveau vers la balayeuse mécanique. C'est à partir de la possibilité de mobilisation de telles équipes que les professionnels du nettoyage vont appréhender la situation et agir, c'est-à-dire produire des gestes répondant aux pratiques des habitants et des passants.

Il faut savoir qu'il existe des symboles significatifs ayant le même sens pour chacun des interlocuteurs parce qu'ils appellent la même réponse de celui qui le produit et de celui qui le perçoit. Grâce à ces symboles significatifs, un locuteur peut agir sur lui-même et provoquer en lui la réponse qu'il attend d'autrui. S'appuyant sur ce sens partagé, il peut explorer et anticiper les attentes des autres. Le problème est que les dispositions que les gens veulent actualiser dans une conversation de gestes peuvent faire obstacle à l'émergence de symboles significatifs.

Loin de devenir des symboles significatifs, les poubelles débordantes sont les traces d'une communication de gestes inaboutie : les gestes des uns ne rencontrent pas, en guise de réponse, les gestes qu'ils s'estiment en droit d'attendre. La déception peut être vive et chacun peut l'exprimer de manière plus ou moins éclatante. Il faut faire un pas de plus et dépasser ces situations particulières et ponctuelles pour

comprendre tout ce qui est ainsi manqué. En effet, la possibilité de participer à une conversation et d'y manipuler des symboles significatifs permet d'agir sur soi comme on agit sur autrui. Elle rend capable d'importer en soi le dialogue noué avec certaines personnes, d'y jouer leur rôle… Elle permet ainsi d'engager des démarches de socialisation et d'apprentissage de leurs attentes par identification à eux. Ceux dont on intériorise ainsi le rôle dans ces dialogues intérieurs se nomment des autrui significatifs. La poubelle publique, les déchets de toutes natures prennent vraiment tout leur sens quand nous sommes capables de comprendre à quels gestes ils correspondent pour les agents du nettoyage.

Ce premier niveau peut être englobé dans une perspective plus vaste, quand, comprenant les attentes globales à l'égard des questions d'hygiène publique, de sécurité… l'individu se rend capable de reconstruire l'interdépendance complexe des gestes (et donc des attentes) de tous les acteurs concernés. Ce niveau de référence à un autrui généralisé ne se constitue pas du côté des situations concrètes que nous avons observées. Malgré les efforts des campagnes de sensibilisation, la référence à un autrui généralisé ne concerne essentiellement que quelques-uns des responsables associatifs, des chefs de service et des élus que nous avons rencontrés. La crispation des rôles bloque le processus d'ajustement réciproque et de construction des rôles.

La rationalisation qui tente de répondre à l'échec de cette communication peut avoir de fâcheuses conséquences. Les techniciens peuvent avoir tendance à renforcer leur lecture technique en s'appuyant encore plus fortement sur les prérequis qui leurs permettent de participer à la conversation. Ils s'enferment alors dans leur rôle professionnel de nettoyeurs. Face à eux n'existent que des salisseurs : des salisseurs propres qui respectent les consigne mais ne participent pas à l'acte social de nettoyage et, bien entendu, les salisseurs sales qui salissent tout. Le résultat de cette non communication est que la propreté est le résultat d'une convergence accidentelle et non d'une concertation. Elle n'existe que ponctuellement, juste après que les nettoyeurs sont passés.

Cependant la situation peut devenir encore plus critique si les techniciens, et les militants associatifs, au lieu de chercher à éduquer le peuple se désengagent et abandonnent toute idée de sensibilisation. La question morale de la responsabilité de la souillure dégénère alors en logique sacrificielle. Ainsi, celui qu'on accuse de salir devient lui-même « impur » ; il faut l'exclure, le mettre à distance, en quarantaine. Il ne peut être question de l'éduquer, encore moins de chercher à s'entendre avec lui. À Rufisque, les Lébous affirment que les Peuls sont responsables de la saleté ; le Front National de Mulhouse s'est emparé de la question de la propreté des rues en en faisant un thème central de son blog pendant plusieurs années.

À Mohammedia surtout et à Rufisque, des espaces très propres jouxtent des espaces très sales. Ce constat, résistant à des hypothèses fondées sur la différenciation des populations en termes de capitaux (économiques, culturels…), met en cause notre conception de la rue comme espace public. Dire que les espaces propres des rues de Mohammedia ou de Rufisque sont des espaces privés serait en faire des couloirs. La notion de capacité normative, à la manière de Georges Canguilhem, nous a semblé pertinente, il s'agit d'étendre le plus loin possible cette capacité pour imposer des normes et donner forme à un espace indifférencié, chaotique et dangereux. Il s'agit surtout, revenant sur le sens de ces normes, de mieux comprendre sous le regard de qui (de quel autrui significatif), il est possible de jeter à terre un mégot de cigarette ou un emballage de sucreries.

Là où les rôles ne sont pas figés une autre possibilité de conversation par gestes s'instaure. La question de la propreté des rues nous renvoie donc ici à nouveau à la conversation par gestes et à la prise de rôles.

Sur la base de ces constats, une question se pose : n'est-ce pas dans une espace d'inter/visibilité que peut se fonder la concertation nécessaire à la coproduction de la propreté des rues ?

Partant de là, la lutte contre les logiques que nous venons de décrire ne peut s'appuyer sur la seule argumentation rationnelle ; la pédagogie trouve ici ses limites. Nous proposons de favoriser le rétablissement de la communication par gestes (et non le dialogue rationnel). À cet égard, des dispositifs

pourraient d'abord proposer à des élus locaux, des habitants, des professionnels des services de propreté urbaine… de matérialiser leur point de vue sur la propreté et la saleté et de rendre possible son partage en produisant des photographies. Nous proposons de constituer des groupes afin d'analyser collectivement, en termes de conversation de gestes, les photographies des uns et des autres, afin d'identifier les moments de rupture de la conversation de gestes, d'en faire l'analyse, de proposer des formes de reprise du dialogue pratique... Ensuite, partant de ces analyses, des expositions de photographies pourront être installées, tour à tour, en différents lieux (services techniques de la mairie, maison de quartier). Des visites accompagnées et des discussions collectives dans les services ou au sein des équipements, faciliteraient sans aucun doute la coproduction de la propreté des rues.

Isabelle Lardin, Mairie de Paris

Isabelle Lardin est chef de la mission Réduction, Réemploi et Recyclage des déchets à la direction de la Propreté et de l'eau (DPE) de la mairie de Paris.

La mairie de Paris propose un service relativement remarquable de collecte sept jours sur sept et de collecte sur rendez-vous pour les encombrants. Mais il existe une difficulté de stockage dans les appartements. Sur certains quartiers, plus la collecte des déchets croît, plus les déchets sont nombreux sur la voie publique. Plutôt que de stigmatiser le salisseur, nous essayons de changer les comportements en travaillant sur le déchet et le rapport de l'individu aux déchets. Ce métier est nouveau pour les agents parisiens.

Une vaste campagne de formation a été faite durant l'année 2012 pour l'ensemble des agents en contact avec les Parisiens ; elle portait sur les gestes pratico-pratiques de la vie de tous les jours pour réduire les déchets, les réutiliser, les trier et donner ainsi du sens aux messages de sensibilisation sur la prévention des déchets. À partir de là, sur la base du volontariat, une série d'actions a été mise en place, d'accompagnement et de conseil, sans stigmatisation.

À titre d'exemple, suite à un sondage d'opinion, 98 % des Parisiens disent ne pas faire de gaspillage alimentaire, alors que dans le contenu des poubelles, il y a 12 kilos de déchets alimentaires par habitant, ce qui est plus que la moyenne des Français.

Il y a un décalage entre la vision de notre comportement et le passage à l'acte. Plutôt que de dire « ce n'est pas bien » et culpabiliser, des conseils sont donnés pour réduire le gaspillage alimentaire. Par exemple, nous avons proposé des cours de « cuisine sans restes » ou « cuisine des restes » et, dans des écoles, un parcours éducatif avec un Top chef des restes. Travailler avec les écoles permet de toucher les ménages aisés, difficiles à attirer dans nos stands sur les marchés, constat effectué avec les élus dans les arrondissements de l'Ouest parisien.

Un autre point qui est apparu essentiel concerne l'importance de créer du lien social. Toutes les actions proposées sont des actions collectives - il n'y a pas de composteur individuel par exemple. L'opération *Foyers témoins Gestes nouveaux* a attiré les gens – les exigences des partenaires financiers étaient satisfaites -, mais pour autant il n'y a pas de durabilité du geste et une fois l'aspect nouveau passé, les gens reprennent leurs habitudes. Nous avons aussi testé et expérimenté le compostage collectif. Aujourd'hui, dans l'ensemble des sites de compost (une centaine), beaucoup mettent en avant la création de lien social, car c'est l'occasion pour eux de pouvoir échanger. Les *apéros compost* sont des moments conviviaux autour de chaque étape du compost, qui permettent de créer un groupe, une communauté et un réseau au sein de l'habitat de l'immeuble. La durabilité de l'opération est alors assurée, il n'y a aucun désistement et quand le référent part, un nouveau référent continue d'animer l'opération compostage.

Les effets collatéraux ne sont pas négligeables : règlement des problèmes de voisinage, des problèmes de propreté à l'intérieur d'îlots ou des immeubles, et derrière, les gens commencent à parler de poubelle, de tri, de propreté et de plein d'autres sujets. Une habitation a fait une pancarte où il est écrit : « Avant on ne se parlait pas, maintenant on parle de nos poubelles ». C'est une manière de montrer l'intérêt de ces

actions qui peuvent paraître anecdotiques à Paris mais qui marchent bien et dont le potentiel n'est pas négligeable. Maintenant nous proposons des lombri-composteurs, outil pédagogique qui permet de sensibiliser aussi bien les enfants que les parents.

L'action de la ville de Paris au regard de cette problématique globale des déchets qui touche aussi bien la propreté que la collecte, est une action collective, d'accompagnement et d'animation de réseau. Nous avons créé l'observatoire 3R (réduction, réemploi, recyclage des déchets) qui est une instance de partage, de discussions et d'échanges avec l'ensemble des acteurs, référents composteurs de tel immeuble, élus d'arrondissement, associations lambda… Cette instance permet de valoriser l'engagement des différents habitants. Notre projet a démarré avec une cinquantaine de personnes et, deux ans plus tard, il en comptait le triple.

Le discours institutionnel ne fonctionne pas nécessairement : peu de personnes viennent voir un stand ou écouter un élu ou des agents municipaux parler des déchets. Pour y remédier, nous faisons appel aux associations qui proposent des animations et des messages différents, ce n'est alors plus la mairie qui parle et le message passe mieux. Sur les marchés alimentaires, très peu de personnes s'arrêtaient à nos stands. En couplant avec des spectacles de rues, tenant le même discours que nous, les gens écoutent, ne pensent pas « réclamation » et les messages passent.

Enfin sur la problématique du tri, malgré tout ce que nous avons pu faire pour inciter les Parisiens, certains secteurs, identifiés et appelés de façon pudique « secteurs à fort potentiel de tri », ont de mauvaises performances . Sur ces secteurs nous avons fait une communication ciblée en porte-à-porte, pour toucher ces personnes et leur expliquer individuellement les consignes de tri (notamment sur la question des sacs plastiques à ne pas mettre dans les poubelles de tri). L'intérêt d'une communication sur les différents gestes et le fait de donner le bon support (sac de pré-tri avec les consignes permettant de matérialiser le geste et de le faire comprendre aux habitants).

En résumé, pour inciter au changement, une collectivité peut faire appel au monde associatif pour relayer ses messages. L'accompagnement collectif est à privilégier car il permet d'assurer la durabilité des actions, même si cette décision prend beaucoup de temps et ne répond pas à la politique du chiffre. Enfin, la collectivité doit penser à animer son réseau de volontaires pour créer une sorte de communauté permettant aux gens de se sentir intégrés et valorisés.

Magali Ordas, Association des villes pour la propreté urbaine AVPU

Magali Ordas est présidente de l'AVPU et adjointe au maire de Versailles, déléguée à l'Environnement, la Propreté et la Qualité de vie. L'Association des villes pour la propreté urbaine (http://www.avpu.fr/) est née à l'occasion de la dernière campagne électorale. En 2008, le maire de Versailles, François de Mazières, nouvellement élu, était préoccupé par la demande des Versaillais qui estimaient que leur ville était sale et, en tant qu'élu, ne savait comment répondre à cette demande.

La réflexion de l'association est partie très concrètement de la question : qu'est-ce qu'une ville propre ? Avec Hervé Guillaume, l'animateur du réseau AVPU, qui avait déjà travaillé notamment sur la question des déjections canines, nous avons posé la question à d'autres villes. Il n'y avait pas vraiment de réseau mais les villes contactées se sont immédiatement déclarées intéressées. Une première rencontre a eu lieu en mars 2009, réunissant des élus, des services techniques et des habitants : 120 villes y étaient représentées, et nous avons été surpris par l'ampleur de l'attente. Il fallait aller plus loin, et, après des réunions régulières, l'Association des villes pour la propreté urbaine a été créée (publication au *JO* le 22 janvier 2011).

Sur la base de cette forte attente, il fallait absolument travailler sur des éléments concrets et chiffrés parce que le ressenti des habitants est réducteur. Ils vous disent « ma ville est sale » parce qu'ils ont marché sur une déjection canine ou qu'ils ont vu un sac poubelle traîner. L'habitant a envie que cela s'améliore, mais il

voit surtout le pas de sa porte. Nous avons donc élaboré une grille une grille d'évaluation de la propreté : les *Indicateurs Objectifs de Propreté* (IOP), qu'Hervé Guillaume va présenter.

Hervé Guillaume, AVPU

Il propose d'abord quelques éléments chiffrés sur l'association : aujourd'hui il y a une cinquantaine d'adhérents dont certaines agglomérations, ce qui fait environ 70 collectivités, sachant que la ville de Paris va adhérer à l'issue du prochain conseil municipal. L'objectif est d'être au moins une centaine de collectivités d'ici un an ou deux. L'un des enjeux était que l'association regroupe des élus et des techniciens ; l'AMF regroupe les maires, l'AITF va regrouper les ingénieurs territoriaux des villes mais l'idée de regrouper élus et techniciens est un peu une première. Magali Ordas, présidente de l'AVPU, est élue de Versailles, tandis que la vice-présidente, Christine Rident, est directrice de la propreté de la ville de Rennes.

Nous avons élaboré la grille des *Indicateurs Objectifs de Propreté*, qui permet surtout à chaque ville de mettre en place un dispositif d'évaluation. Boulogne-Billancourt l'a utilisée, via son Conseil économique et social, donc via les habitants, et ce serait intéressant d'avoir leur témoignage.

L'idée est de regrouper et de consolider l'ensemble de ces données dans un observatoire de la propreté, d'en faire un traitement statistique (moyennes, médianes, écarts-types…) pour comparer les résultats d'une ville à l'autre. Ainsi les villes qui jusque-là ne pouvaient pas se situer, savent si elles sont plutôt propres… ou pas. La grille fournit des éléments de référence et comme elle est relativement simple mais va assez loin dans l'analyse, une ville peut se rendre compte de ses problèmes avec les déjections canines, une autre avec les mégots, une ville peut avoir des soucis avec les secteurs commerciaux, ou près de la gare, alors qu'elle a des bons résultats autour des écoles… Cela donne un vrai outil à la ville pour ensuite réorienter l'organisation de ses services.

Par ailleurs, l'AVPU s'est engagée à la confidentialité de ses résultats. Il ne faut surtout pas tomber dans la logique du palmarès des villes les plus propres ou des villes les plus sales. Ceci est inscrit dans nos statuts de façon à ce que ce soit très clair, quels que soient les gens qui auront à gérer l'association ultérieurement. L'enjeu est de se dire : on est plus intelligent ensemble que seul dans son coin.

Contrairement au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas, où des organismes réfléchissent et mettent en place des campagnes de communication et de sensibilisation sur ces problématiques, en France chaque collectivité locale a sa démarche. La ville de Paris a fait énormément de campagnes de ce type-là, d'autres villes s'y mettent. Les messages ne sont pas toujours les mêmes, et peuvent même être contradictoires… Sur le sujet des déjections canines, certaines villes recommandent d'amener les chiens aux caniveaux, tandis que d'autres verbalisent dans ce cas. Tout cela est un peu schizophrénique et consolider les démarches serait intéressant. L'AVPU a un site, une lettre, des kits de communication…

Concernant le thème de ce séminaire, l'éco-citoyenneté, nous avons eu un grand débat au sein de l'association pour savoir si l'habitant devait être intégré dans la démarche, le plus en amont possible. Finalement ce n'est pas prévu dans les statuts de l'association et des villes très engagées dans la vie participative en avaient pourtant envie, mais d'autres qui l'étaient moins ne le souhaitaient pas. Cela sera certainement re-débattu. Il s'agit d'une posture. Les idées naissent, se développent, prennent un peu de temps à se mettre en place, mais l'éco-citoyenneté est un véritable objectif stratégique qu'il s'agit de concrétiser. Nous allons de plus en plus essayer d'associer les habitants au diagnostic partagé et également travailler sur une implication des habitants dans les plans d'action et valoriser les actions citoyennes mises en place par des habitants. En voici quelques exemples :

- le principe de la co-évaluation à Versailles : aux critiques assez fortes à l'égard de la collectivité (« ah ! les services de la ville ne font pas bien leur boulot »), la Ville a réagi en proposant de discuter ensemble, elle a invité à venir faire l'évaluation de la propreté avec les services (« ensemble partageons des constats sur la rue, une réalisation, un diagnostic »). La réponse de l'habitant est

souvent : « il faut nettoyer plus », « il n'y a qu'à nettoyer plus » ; bref *yakafauko* . Il faut leur dire qu'il y a d'autres solutions et travailler sur la sensibilisation des usagers. C'est alors une logique beaucoup plus intéressante avec des leviers pour améliorer la situation. En partant tout simplement d'un outil d'évaluation mis en partage, découle la possibilité de faire de la co-production du changement ;

- les relais d'opinions : via les écoles ou encore les vétérinaires pour certains types d'action, le but est de toucher les habitants. Au sujet des déjections canines, la ville de Chartres a offert à tous les écoliers qui avaient un chien à la maison un petit guide des bonnes pratiques *J'aime mon chien, j'aime ma ville,* édité par Le Lou du Lac Éditeurs. Celui-ci rappelle que tout maître est responsable de la déjection de son animal. En donnant de la connaissance, en apprenant comment vivre avec son animal, des messages autour de l'éco-citoyenneté peuvent passer ;
- la ville de Rennes a mené une campagne de sensibilisation à la pollution par les mégots. Elle a distribué des cendriers de poche et a permis aux fumeurs de prendre conscience de leur responsabilité. un peu comme ce que fait la ville de Paris avec le système de compost.

Travailler sur l'évolution des comportements nécessite d'aller au-delà d'une simple campagne de communication et d'affichage. Il faut identifier les acteurs avec lesquels travailler, les mobiliser. Nous réfléchissons à cette notion de nouveaux métiers de la propreté urbaine, et tout simplement à la notion de médiateur de l'espace public. Rappeler le mode d'emploi de l'espace public fait partie des nouveaux métiers qui vont se développer dans les directions de la propreté.

À propos du rôle de valorisation d'actions mises en place par des citoyens, citons l'expérience *Let's do it*, née en Estonie en 2008. Il s'agit de l'organisation d'un nettoyage sur une journée qui s'est généralisée et a aussi été mise en place par des collectivités. Aujourd'hui, quatre ans plus tard, 96 pays participent à cette démarche, c'est-à-dire près de la moitié des pays du monde, grâce à la magie de l'internet. L'AVPU a sensibilisé son réseau de villes pour participer à la campagne.
Une dernière expérience, qui se passe à Marseille, a une histoire intéressante : un coiffeur, Claude Palazzolo, décrète un jour qu'il veut améliorer la propreté autour de chez lui. Il se mobilise, rédige une *Charte de la propreté*, qui est un peu le guide des bonnes pratiques, puis fait du porte-à-porte… Aujourd'hui, cette charte compte 700 signataires. Il a créé une émulation telle qu'il a été reconnu par la communauté urbaine et en est devenu un partenaire. Maintenant son organisation est devenue une commission spécifique, sur le principe des conseils de quartier, avec la mise en place d'un plan d'actions. Si la collectivité est à l'écoute, entend ce qui se passe, voit tous ces frémissements, elle peut alors rebondir sur de telles initiatives. Essayons de les aider, valorisons ces dispositifs, c'est dans ce sens-là qu'on arrivera à gagner.

Débat

Laurent Mermet

Vous avez tous proposé une alternative à l'idée de mettre les acteurs autour de la table, c'est se mettre ensemble autour de la poubelle, et c'est formidable ! Ouvrons la discussion à partir des exposés que nous venons d'entendre et qui tous, d'une certaine manière, répercutent l'idée d'une coupure entre différentes catégories d'acteurs.

Pierre Legris, Abaété conseil

Actuellement la politique publique porte sur la prévention et sur la redevance incitative : livraison de bacs individuels, construction de bornes en centre-ville… Cela entraîne une obsession des déchets pour les services techniques, et une petite révolution. D'un côté, au niveau très technique, l'implantation de bornes enterrées est très satisfaisante pour les services techniques. De l'autre côté les habitants tout d'un coup se rendent compte qu'ils payent pour leurs déchets, et certains, pour ne pas payer la production de leurs déchets, vont les abandonner ici ou là.

Travaillant actuellement sur le circuit des déchets chez les particuliers, nous constatons que les déchets sont dans un lieu la maison, un lieu caché, un récipient, une poubelle qui est sortie dans un lieu lui aussi caché, le local poubelle. Là il est leur est demandé de prendre leur poubelle et de sortir en plein jour, dans un lieu normalisé. Les premières villes qui ont installé ces bornes enterrées retrouvent des décharges au pied de ces symboles de modernité. Dans ce cas concret, quel pourrait être le dialogue engagé entre les services techniques et les habitants ?

Christian Guinchard

Il n'y a pas de solutions concrètes mais de magnifiques ratés sont observés : par exemple l'attrape-chewing-gums à Besançon, dans le cadre de la demande de reconnaissance comme patrimoine mondial à UNESCO, était un projet magnifique ; le dispositif a été installé mais « il ne prend pas sens » : la rue piétonne est toujours recouverte de chewing-gums. Cela se produit quand un dispositif est complètement pensé en amont, sans concertation avec les gens. D'où, des déceptions qui prennent vite une dimension politique forte, en termes de stigmatisation des salisseurs, de ceux qui souillent.

À Mulhouse, le maire refuse de mettre des bacs pour ramasser les ordures car il a peur que les jeunes habitants des quartiers y mettent le feu. C'est donc une ville très sale et le Front National, présent à chaque fois au second tour des élections, s'en sert comme étendard dans ses campagnes électorales.

Magali Ordas

À Versailles, il y a beaucoup de points d'apport volontaire enterrés et il est rare d'avoir autour des dépôts importants. Il faut, comme l'a dit Christian Guinchard, que cela ait du sens. Les bouches doivent aussi se trouver sur certains flux. Dans certains quartiers où les rues sont petites, les camions de collecte ne peuvent pas passer, les gens ne veulent pas avoir de bacs chez eux. Les points d'apport volontaire que nous installons, s'ils sont trop distants des domiciles, ne sont pas utilisés ; les gens n'auront pas le courage d'aller dans la rue avec leur sac poubelle à la main, voire de prendre le train. Cela demande du courage en effet de transporter son sac plus ou moins odorant. Et souvent, comme cela a été dit, les gens les « déposent » leurs sacs au pied des points d'apport volontaire, ils ne les jettent pas un par un, mais ils ont le sentiment de bien faire.

Isabelle Lardin

À Paris, quand le bac est à l'intérieur de l'immeuble, il y a indéniablement un meilleur geste de tri que si la personne doit sortir pour aller au point d'apport volontaire. Mais techniquement et financièrement, la collecte en porte-à-porte coûte beaucoup plus cher que la collecte en points d'apport volontaire. L'autre problème sociologique est l'acceptation de ces points d'apport volontaire sur l'espace public, notamment à

cause du bruit ; cela oblige souvent à placer les points d'apport volontaire loin des habitants, ce qui réduit les apports de déchets.

Christian Guinchard

Le terme de points d'apport *volontaire* est plutôt amusant.

Anne Boisroux-Jay, MEDDE/DEB

Par rapport à d'autres exposés faits par Christian Guinchard, l'aspect appropriation de l'espace public n'a pas été abordé aujourd'hui : l'espace public m'appartient-il ou ne m'appartient-il pas ? Sans doute la démarche photographique amène-t-elle un changement et une sorte d'appropriation. Vivant à Versailles, j'ai vu des reportages photographiques avec des interviews et observé ensuite des changements ; cela peut aller vite. Sans aller jusqu'à parler esthétique, quand un endroit devient soigné, il en reste quelque chose.

Isabelle Lardin

Quand il y a un dépôt à un endroit, pour une raison ou pour un autre, cela devient rapidement une mini-décharge. Toute la zone du tramway des maréchaux a été refaite, l'espace urbain requalifié, et dans ces lieux, les zones sales sont devenues relativement propres, sans communication particulière…

Roland Raymond

Le terme d'éco-citoyenneté n'est pas un gros mot, mais y a-t-il des réflexions menées sur la dimension sémiologique ? Il y a beaucoup de déshumanisation… Certains élus commencent à réfléchir à ce sujet avec des tentatives de dissociation des restes, du surplus, et de ce qui est de l'ordre du résidu, du recyclable. Il y a non seulement un problème de ramassage mais surtout un problème de tri derrière, d'amoncellement de déchets dont on ne sait que faire.

Magali Ordas

Dans ce que vous venez d'énoncer vous ne faites référence qu'aux déchets, alors que ce qui nous intéresse c'est la propreté, la vision et l'image que l'on peut avoir de son cadre de vie : le ravalement, le trottoir bringuebalant, la propreté urbaine… c'est un tout. La réflexion, en effet, est beaucoup plus prégnante pour les élus. La place de Lannion qui vient d'être refaite est déjà salie par des mégots, des chewing-gums et des taches d'huile, c'est un problème lié à l'urbanisme, les architectes ne réfléchissent pas aux poubelles.

Isabelle Lardin

À Paris, nous réfléchissons pour trouver le bon mot, par exemple la déchetterie deviendrait le « centre de valorisation des déchets encombrants ». Nous essayons de donner la finalité, de positiver et d'enlever le côté négatif de tous ces mots liés aux déchets recyclables. Quelque part, c'est un peu honteux, alors que ce métier apporte à la fois l'hygiène et la salubrité aux habitants, donc c'est important d'avoir des mots qui les valorisent.

Naïda Mohamed, Plaine Commune

Tout ce qui a été présenté est extrêmement intéressant. Je coordonne une opération dans la communauté d'agglomération Plaine Commune où nous avons fait ce travail d'associer les élus et les techniciens, pour le moment sans les habitants mais en partant de diagnostics d'habitants. Je suis entièrement d'accord sur l'importance de la transversalité que nous avons appliquée. Nous avons abouti à une trentaine d'actions en ne se limitant pas à des solutions et à des réponses techniques. Ces actions rejoignent un peu celles de Paris et consistent en des argumentaires pour les agents de terrain. Je suis très intéressée par des échanges d'informations sur ce point. Mais je me demandais si dans votre association vous aviez travaillé aussi des argumentaires pour les élus qui n'ont pas toujours ce raisonnement-là.

Magali Ordas

Nous n'avons jamais pensé à un argumentaire pour les élus… Mais vous devriez nous rejoindre ! C'est mon premier mandat et il faut à mon avis garder un certain volontarisme. Dans l'association nous essayons d'avoir du bon sens.

Un autre élément important concerne les agents d'entretien. Dans nos premières rencontres sur la propreté urbaine avec des enfants, nous les avons mis en valeur, dès le départ. Les enfants ont pu suivre le travail de l'agent d'entretien de leur quartier. Celui-ci leur expliquait ce qu'il faisait, les enfants avaient le droit de le prendre en photo, puis nous avons élu la meilleure photo qui a ensuite été exposée en plein cœur de la ville. Cela a été un élément décisif pour que les agents d'entretien comprennent que nous prenions leur travail au sérieux.

Isabelle Lardin

Nous avons tourné un clip : *Les bonshommes verts*. Des balayeurs doués pour le chant ont participé à ce clip et il a été diffusé un peu partout ; c'était une façon attractive de faire reconnaître le travail des éboueurs. Il faut savoir que toutes les semaines nous dénombrions au moins une agression d'un de nos éboueurs, physique ou verbale. Un vrai problème de respect du travail des agents se posait : conducteurs mécontents, agressions verbales, personnes qui se permettent devant l'éboueur de jeter leurs déchets… La problématique de la reconnaissance est un point important sur lequel la Ville est particulièrement sensible, à Paris comme a priori dans toutes les collectivités.

Cécile Blatrix, AgroParisTech

Delphine Corteel et Stéphane Le Lay ont écrit sur ces questions un très beau livre intitulé *Les travailleurs des déchets*[1] qui explore ces problématiques de reconnaissance et de relégation symboliques.

Laurent Mermet

La dimension relative de la propreté est quelque chose de frappant. Dans un contexte vécu au quotidien, la propreté est un effort qui ne va jamais jusqu'à l'absolu. Si les salisseurs sont d'un côté et les gens censés nettoyer de l'autre, il y a un problème de sens. À l'inverse, il y a une violence très forte vis-à-vis du public et effectivement des rapports de violence s'installent.

Isabelle Lardin

Le sujet est compliqué car il existe un désir de répression souvent exprimé lors des comptes rendus de mandat. De fait, c'est une demande très forte de la part des Parisiens car ils en ont assez des incivilités.

Anne Boisroux-Jay

Dans le cadre de l'Association et du suivi de la problématique du cadre de vie à Versailles, les problèmes de propreté ont été traités de plusieurs manières. Il s'avère que parfois seulement quelques individus, identifiés au niveau d'un quartier, suffisent à anéantir des tas d'efforts collectifs. Là surgit le désir de répression parce qu'il y a des gens qui sont incivils, de manière presque psychanalytique – c'est un témoignage de révolte, de quelque chose qui ne va pas – qui suscitent des délations ou des demandes de répression. Ces situations sont très dures à résoudre si l'on souhaite un résultat, non pas absolu mais un peu meilleur. Et nous ne voulons pas entrer dans la violence, cela est très gênant pour un acteur associatif.

Christian Guinchard

Au sujet de la répression, un élément important est apparu dans notre recherche : c'est le regard d'autrui qui empêche de jeter des emballages, des mégots, qui empêche de le faire dans les endroits où il n'y a quasiment pas de service de nettoyage et qui sont extrêmement propres, comme constaté sur des photos.

---

1 Édition Érès, 2011.

Ceci est fondamental et il ne s'agit pas de répression ou pas, mais de constitution de l'image de soi sous le regard d'autrui. Si les personnes dans cet espace sont importantes pour moi, je ne vais pas faire certaines choses. Il est alors logique que les gens qui vont avoir ces comportements sont ceux pour lesquels le regard d'autrui n'est pas important, et dès qu'ils seront repérés, le phénomène va s'amplifier.

Cécile Blatrix

Une remarque plus générale sur cette thématique des déchets est qu'il existe vraiment une dimension de rentabilité politique qui fait que les élus vont s'engager dans ces démarches. Garder cela en mémoire semble important pour réfléchir sur d'autres thématiques et les politiser. Par exemple, la lutte contre le changement climatique, du point de vue des élus, n'est pas une thématique perçue comme électoralement rentable et il y a de ce fait une vraie difficulté à ce que cet enjeu soit pris en charge politiquement.

Par ailleurs, concernant la grille d'indicateurs objectifs évoquée, les indicateurs ont-ils ou pas été élaborés en associant les habitants ?

Hervé Guillaume

L'élaboration de la grille ne s'est pas faite avec les habitants mais d'une façon conjointe entre élus et techniciens. J'invite Ghislaine Garin-Ferraz, qui l'a testée en tant qu'habitante, à en expliquer le fonctionnement.

Ghislaine Garin-Ferraz, Cité+

Dans le cadre du Conseil économique, social et environnemental de Boulogne-Billancourt, les habitants se sont répartis par groupes dans la ville, avec cette fameuse grille, plusieurs fois par semaine, à des heures différentes et à des jours de la semaine différents. Cette grille est assez pertinente et tous les indicateurs ont été utilisés sauf celui concernant la nature en ville (le moindre brin d'herbe sur un trottoir étant considéré dans la grille comme une saleté).

Le regard des gens, pendant que nous photographions les mégots a été particulièrement intéressant et l'expérience fut riche d'enseignements. À partir de là, il y a action ou pas, mais au moins il existe un accord sur le diagnostic.

Magali Ordas

Il ne faut pas considérer que ces démarches sont électoralistes, ce travail est destiné aux habitants ! Bien entendu il s'agit d'un élément de la vie municipale qui très visible, mais ce n'est pas l'objectif. Je ne peux pas dire que cela ne rentre pas dans la réflexion du maire, mais je n'utiliserais pas le terme d'électoralisme, alors que je travaille au quotidien depuis cinq ans sur ce sujet.

Cécile Blatrix

C'est amusant parce que je n'ai pas utilisé ce terme. Raisonner à partir du cas des déchets et en tirer des enseignements pour d'autres types d'enjeux est très intéressant. D'ailleurs, le fait qu'un élu cherche à être réélu n'est pas condamnable en soi et n'exclut en rien d'avoir des convictions, mais mon propos n'est pas là, je parle d'une rentabilité politique dont il s'agit de comprendre les ressorts.

Magali Ordas

En effet le climat est un problème à très long terme - même si c'est aujourd'hui que ça se passe - sur lequel il y a relativement peu de communication. C'est une question de niveau et là vous êtes à un niveau idéaliste. Le changement climatique en tant que tel, nous pouvons en parler, mais je n'y suis pas confrontée au quotidien.

Isabelle Lardin

En tant que technicienne, quand nous avons abordé le sujet de la prévention des déchets avec les élus d'arrondissement, j'ai constaté qu'évoquer les changements des pratiques du consommateur ne leur parlait

pas. Mais dès que nous avons changé notre angle d'attaque en démontrant l'intérêt de cette thématique par rapport à la création de lien social et la création d'emplois sociaux - recycleries, ressourceries, structures de réemploi… -, nous touchions directement des problèmes rencontrés par les élus et nous avons pu aborder d'autres aspects. Aujourd'hui, nous avons réussi à rencontrer les vingt mairies d'arrondissement de Paris sur ce sujet, indépendamment de leur couleur politique. Il faut juste trouver la clé qui correspond à leur problématique pour pouvoir les mobiliser.

Florent Fenault

Récemment, lors des assises du Grand Lyon, un des élus en a parlé, il avait réussi à initier une dynamique. À la question : « Comment avez-vous fait pour mener cette dynamique ? », il a clairement répondu « économie et social », en allant chercher les industries et en montrant une cartographie de la précarité énergétique en 2050. Puis il a fait la démarche d'aller voir les gens en leur présentant leur territoire en 2050 avec 30 % de personnes en situation de précarité. Il disait parallèlement que l'aspect environnemental ne mobilise pas.

Christian Guinchard

Je voulais répondre à la remarque précédente en prenant l'exemple de Besançon. Il y a un effort de fait parce que les élus sont directement interpelés sur la question de la propreté des rues, cela forme une scène. En revanche, la question énergétique se construit sur une autre scène, celle de l'implantation du tram. Le non-épuisement des ressources ou la non-émission de gaz à effet de serre se jouent sur une autre scène, avec des habitants pris dans d'autres rôles.

Une participante clôt le débat par une question plus générale sur le terme environnement. Une loi porte sur la participation du public, or le mot environnement pour des juristes correspond à la nature, l'eau, les milieux non urbains. Les recherches exposées concernent un environnement qui ne va pas de soi pour un juriste.

Laurent Mermet

Une autre session pourra permettre de reprendre cette discussion sur ce qu'inclut ou n'inclut pas la question environnementale.

Liste des inscrits au séminaire 7 CDE – le 7 février 2013

BABLON	Anne	Écostratèges
BAGNATI	Marie-Christine	MEDDE
BELANGER	Laurent	MEDDE / CGDD / DIR / SR
BÉNÉVISE	Françoise	Lazuli
BESSE	Geneviève	CGDD / DiDD
BLATRIX	Cécile	AgroParisTech
BODIGUEL	Aude	ADEME
BOISROUX-JAY	Anne	MEDDE/DEB
BONIN PEER	Noa	Office for urban innovation
BOURDIER	Laure	Université de Caen Basse Normandie
BOY	Daniel	Sciences Po Cevipof
BRAILLON	Cécile	MEDDE/CGDD
BRAZILIER	Cécile	Dédale
BROCHIER	Jean-Baptiste	consultant indépendant
CHAGNE	Véronique	MEDDE
CHARLEZ	Annie	AFDR
CHARRON	Sylvie	IRSN
COTTE	Roland	CERTU
DE CHEVEIGNÉ	Suzanne	CNRS Centre Norbert Elias
DE POORTER	Régine	Conseil général du Val-de-Marne
DEREUX	Michael	MD Conseil
DERKENNE	Chantal	ADEME
DIATTA	Patrice	CERAL Université Paris13
DIDIER	Nadège	RE-Sources

DOLISY	Dominique	AgroParistech
DUSSUT	Damien	Plaine Commune
DUVAL	Eugénie	Université de Caen Basse-Normandie
DZIEDZICKI	Jean-Marc	Réseau Ferré de France
FENAULT	Florent	ALEC 27
FLEURY	Marine	Université Paris I
FOUCAULT	Thierry	Particip'Avenir
FROISSART	Yves	Trans-Formation Consultants
GARIN-FERRAZ	Ghislaine	Cité+
GASPARD	Albane	ADEME
GUILLAUME	Hervé	AVPU
GUINCHARD	Christian	LASA université de Franche-Comté
HERRY	Ève	AgroParistech
HINI	Sihame	Université Versailles St-Quentin-en-Yvelines
IMBARD	Maurice	MEDDE/CGDD
LACASSAGNE	Sylvie	Energy Cities
LARDIN	Isabelle	Mairie de Paris
LAVARDE	Patrick	Organisme CGDD/DDD
LEGRIS	Pierre	Abaétê Conseil
LEGRIS REVEL	Martine	CERAPS
LOMBARDO	Daniela	Gouvernement
MARGUERITTE	Olivier	PSM
MERMET	Laurent	AgroParisTech
MERY	Jacques	Irstea
MOHAMED	Naïda	Plaine Commune

MONNET	Cassandre	AgroParisTech
MOUTERDE	François	Planète Publique
ORDAS	Magali	AVPU et adjointe au maire de Versailles
PARACHOUT	Christian	ONF
PICOT	Luc	Décider ensemble
RAIMBAULT	Flore	OUI Office for Urban Innovation
RAOUL-DUVAL	Judith	Cité +
RAYMOND	Roland	Université de Savoie
ROMEAS	Pauline	Urbaniste
SITBON	Simone	UNAF
TOUPET	Joy	Université Rennes 2 CPIE Pays de Morlaix
TRONCHET	Annie	Paris Habitat OPH
VOGEL	Valérie	Université Bordeaux 3